

Le macronisme devient moins libéral sur le plan économique

DANS SON DISCOURS du 14-Juillet dernier, Emmanuel Macron a revendiqué « croire au dépassement politique ». Selon le chef de l'Etat, cela signifie qu'en période de crise sanitaire, « les Françaises et les Français ne posent pas la question de savoir si le soin est de gauche ou de droite. Quand la relance arrive, ils demandent qu'elle soit efficace et juste, ils ne demandent pas qu'elle soit de gauche ou de droite. » Par ces mots, le chef de l'Etat rappelle que le clivage gauche-droite n'est pas au cœur de sa doctrine d'action publique. Que sa politique, en particulier celle face à l'urgence, ne serait pas dictée par des considérations idéologiques.

Les prétentions présidentielles sont-elles partagées par son électorat ? L'enquête « Fractures françaises » 2020 donne quelques indications. Libéraux sur le plan économique et culturel, les soutiens d'Emmanuel Macron en 2017 formaient le cœur d'une société ouverte, par opposition aux formations politiques prônant le protectionnisme économique, le chauvinisme redistributif ou encore la priorité nationale. A défaut de savoir précisément si ces soutiens appartiennent au

centre, à la deuxième gauche ou à une droite libérale orpheline de leaders – ou aux trois à la fois –, le macronisme se voulait avant tout un syncrétisme de doctrines disparates. Trois ans plus tard, et six mois après une crise d'une ampleur inédite, l'électorat du chef de l'Etat maintient un positionnement culturel libéral, mais il semble renoncer à certains principes inhérents au libéralisme économique pour rallier à l'Etat social.

Inflexions à l'œuvre

De l'ensemble des personnes interrogées, ce sont les partisans de La République en marche (LRM) qui ont le plus évolué sur la question de la mondialisation. Ils ne sont plus désormais que 67 % à la considérer comme une opportunité pour la France, contre 81 % en 2018. Pis encore, ils ne sont plus que 53 % (contre 73 % en 2019) à penser que la France doit davantage s'ouvrir au monde. Sur ce point, leurs opinions convergent avec celles des sympathisants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et du Parti socialiste (PS). Autre surprise, alors que le rôle de l'Etat comme acteur de production de richesse n'était jusqu'alors pas

central dans la doctrine des « marcheurs », ils sont désormais 68 % à souhaiter renforcer son rôle dans certains secteurs de l'économie jugés porteurs ou stratégiques, + 27 points par rapport à 2018. Enfin, ils sont 49 % à privilégier le protectionnisme pour favoriser l'activité des entreprises (+ 29 points en un an).

Côté justice sociale, l'électeur macroniste semble avoir découvert les vertus de l'Etat interventionniste. Quelque 45 % soutiennent que « pour rétablir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres », soit une hausse de 16 points par rapport à 2019. Sur le terrain culturel, les mesures de tolérance vis-à-vis des autres, des droits pour les minorités visibles ou de la place des femmes, l'électorat de LRM se caractérise par des valeurs nettement plus progressistes que la moyenne des Français.

Mais certaines évolutions vers un recentrage conservateur méritent d'être soulignées. Il en est ainsi de la place des étrangers en France : pour 52 % des « marcheurs », ils sont trop nombreux (contre 39 % en 2019) et 95 % jugent que la notion d'autorité est trop souvent critiquée (7

points de plus que la moyenne et 15 points de plus que les partisans socialistes et écologistes). En revanche, l'électorat macroniste affiche une tolérance vis-à-vis de la religion musulmane bien supérieure à l'électorat de droite et du Rassemblement national (RN). En effet, 53 % des proches de LRM considèrent que l'islam véhicule des valeurs compatibles avec celles de la société française (contre 23 % pour Les Républicains (LR), 14 % pour le RN, 52 % pour le PS et 60 % pour EELV).

La crise du Covid n'a pas totalement rebattu les cartes du positionnement idéologique des Français mais des inflexions sont à l'œuvre. L'électorat d'Emmanuel Macron reste le plus ouvert, optimiste et confiant. Celui de Marine Le Pen le plus fermé, pessimiste et défiant. Cette opposition binaire, que certains prédisent de nouveau pour l'élection présidentielle de 2022, résistera-t-elle à une compétition idéologique sur deux nouveaux fronts ? LRM contre LR sur le terrain économique, et LRM contre le bloc social-écologiste sur celui du libéralisme culturel. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)